



## ***La lettre de la sénatrice***

*Vendredi 11 octobre 2024  
Lettre d'information bimensuelle n°66*

Le 1<sup>er</sup> et le 2 octobre, le premier ministre présentait aux parlementaires la feuille de route de son Gouvernement lors de sa déclaration de politique générale. Le cap est clair : des économies de 40 milliards d'euros seront proposées au budget de 2025, dont 21 milliards d'euros concerneront la fonction publique d'État, 15 milliards d'euros seront amputés sur le budget de la sécurité sociale et 5 milliards d'euros seront demandés aux collectivités locales, soit une baisse de leurs dépenses de 5% dès 2025.

Ces dernières seront mises à contribution sur la base d'une nouvelle forme de contractualisation entre l'État et les collectivités, plus contraignante que les précédents Contrats de Cahors, comprenant la création d'un fonds de précaution, dont la mise en place et les modalités demeurent floues, la baisse du Fonds vert à hauteur de 1,5 milliard d'euros et un raboutage des fractions de TVA et du FCTVA perçus.

Concernant la fonction publique d'État, les baisses auront lieu à tous les niveaux, à l'exception de la Sécurité et de la Défense qui voient leur budget augmenter. Le ministère du Travail et de l'emploi subit la baisse la plus drastique, avec 2,3 milliards d'euros, notamment du fait de la baisse des aides à l'embauche pour les apprentis et sur l'assurance chômage. S'ajoutent également des suppressions de plusieurs milliers de postes d'enseignants et la baisse de 6,6% du budget de l'Agriculture.

Le Gouvernement a annoncé vouloir récupérer 20 milliards d'euros supplémentaires, notamment par la mise à contribution exceptionnelle de 400 grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 1 milliard

d'euros sur les bénéfices réalisés en France en 2024 et 2025 ainsi que par la hausse des impôts sur les très hauts revenus ( 65 000 foyers).

Ces orientations budgétaires pèsent de toute évidence sur la poursuite des feuilles de route des élus locaux, sur les services publics et investissements qu'ils assurent au quotidien, de plus en plus en lieu et place de l'État qui se désengage de ses compétences régaliennes. Aussi, je proposerai, avec mon groupe, une autre voie budgétaire lors du Projet de Loi de Finances 2025. J'y défendrai l'autonomie politique et financière des collectivités locales qui ont plus que jamais besoin de moyens pour répondre aux besoins quotidiens de nos concitoyens. Mon groupe parlementaire proposera également de nouvelles pistes sur le volet recettes, reposant sur une imposition plus juste et progressive.

Je vous souhaite une bonne lecture,

Bien chaleureusement,

**Marie-Claude VARAILLAS**

**SENAT**

## Débat sur la crise agricole



*Mardi 8 octobre, j'ai interpellé la nouvelle ministre de l'Agriculture Annie GENEVARD sur la crise profonde que traverse le monde agricole.*

Baisse historique des récoltes de céréales, chute dramatique de la production viticole, réduction unilatérale de la collecte de lait par Lactalis, épizooties... Nos agriculteurs sont à bout.

J'ai rappelé que, résultant de la dissolution de l'Assemblée nationale, les promesses du précédent Gouvernement n'ont pas été tenues et j'ai, entre autres, défendu :

- **Un soutien massif à nos producteurs locaux.**
- **La mise en place de prix minimums d'entrée** lors des contractualisations pour garantir un revenu digne à nos paysans.

- **Un renouvellement des outils de gestion des risques** et des aléas pour garantir la survie de notre agriculture.
  - **Mes inquiétudes par rapport aux prévisions budgétaires** à venir.
- 

## Mise en application de l'objectif ZAN: le Sénat vigilant



*Mercredi 9 octobre, j'assistais en qualité de Vice-présidente à la Commission Aménagement du territoire et développement durable, aux conclusions du Groupe de suivi de la mise en œuvre de l'objectif Zéro Artificialisation Nette qui vise à réduire de moitié l'artificialisation des sols d'ici 2031 et à la stopper complètement d'ici 2050, sauf en compensant par la renaturation d'autres espaces.*

Depuis février dernier, cette initiative sénatoriale a conduit de nombreuses auditions et à une consultation en ligne des élus locaux qui a rassemblé plus de 1400 contributions. Malgré un consensus sur la nécessité de sobriété foncière, les élus locaux ont exprimé des inquiétudes sur les contraintes imposées qui semblent déconnectées des dynamiques locales, notamment pour les zones rurales.

Ce rapport sénatorial souligne donc la nécessité d'adapter les objectifs ZAN aux réalités vécues par les collectivités locales et regrette l'absence de réalisation d'études d'impacts lors de l'élaboration de la loi. Il propose de revoir les trajectoires du ZAN, en particulier pour l'après 2031, afin qu'elles soient plus réalistes. Il appelle à des exceptions pour le logement social et à un dialogue renforcé entre l'État et les élus.

Dans les prochaines semaines, un texte de loi à l'initiative de la majorité sénatoriale sera déposé pour revenir sur un certain nombre de mesures, notamment sur le mode de comptabilisation, le mode de coopération de l'État avec les collectivités ainsi que les trajectoires.

Aussi, je continuerai de soutenir avec détermination :

- **un accompagnement financier et technique renforcé** des collectivités locales
- **un traitement plus favorable pour les collectivités vertueuses** qui n'ont pas ou peu construit ces 10 dernières années par rapport à la moyenne nationale.

Pour aller plus loin

---

## **PETITES COMMUNES - Réduire la taille des conseils municipaux : une fausse bonne idée?**



*Mardi 9 octobre, le Sénat examinait en séance publique une proposition de loi du groupe centriste visant à réduire la taille des conseils municipaux dans les communes de moins de 3500 habitants pour lutter contre la baisse des vocations électorales.*

La crise de l'engagement local pourrait être symbolisée par la donnée suivante: depuis 2020, ce sont 4 % des maires qui ont posé leur démission en France. A cela, s'ajoutent des difficultés à constituer des listes complètes lors des élections, particulièrement aux municipales de 2020 dans les communes de moins de 3 500 habitants.

Le rôle d'élu local est de plus en plus exigeant, et le manque d'accompagnement contribue à la crise des vocations. Les responsabilités

croissent mais les moyens stagnent, entraînant un taux inquiétant de démissions parmi les maires. Or les petites communes sont le cœur battant de notre démocratie locale, où se tissent des liens de confiance entre élus et citoyens.

L'objectif de cette proposition de loi est de passer de 11 à 9 élus pour les communes de 100 à 499 habitants, de 15 à 11 pour celles de 500 à 1 499 habitants, de 19 à 15 pour celles de 1 500 à 2 499 habitants, de 23 à 19 pour les communes de 2 500 à 3 499 habitants.

Si de nombreux élus sont favorables à une diminution du nombre de conseillers, nous devons toutefois faire preuve de prudence dans la réponse à apporter car les besoins des petites communes de moins de 1 000 habitants diffèrent de ceux des communes plus grandes, proches de 3 500 habitants.

**Afin de garantir une réponse durable à cette crise, il est nécessaire de poursuivre la reconnaissance ainsi que la revalorisation de l'engagement local à travers un véritable statut de l' élu local et des moyens financiers suffisants pour les communes.** C'est pourquoi, avec mon groupe parlementaire, nous avons choisis de nous abstenir sur cette proposition de loi qui ne répond que pour partie à la crise de vocation.

[Revoir les débats en séance publique](#)

## Manifestation du 1er octobre



Pour la hausse des salaires et des pensions, l'égalité femmes-hommes, l'abrogation de la réforme des retraites, mais aussi et surtout pour un

financement des services publics, j'étais avec mes collègues du groupe CRCE-K aux côtés des citoyens, organisations syndicales et de jeunesse dans la rue ce 1er octobre.

## J'interroge le Gouvernement

Retrouvez les dernières questions : [ici](#)

## En circonscription

### Hommages

#### Danièle Mazet Delpeuch

Elle avait fait entrer à l'Élysée la gastronomie du Périgord en y devenant la cuisinière personnelle du président François Mitterrand, Danièle Mazet-Delpeuch, nous a quitté le 30 septembre dernier. C'était une femme au parcours exceptionnel, pionnière du tourisme rural, ce qui l'a conduit jusqu'aux États-Unis et à être incarnée au cinéma par Catherine Frot dans le film de Christian Vincent "Les saveurs du Palais" en 2012. Une femme restait fidèle à ses terres de Dordogne où elle résida jusqu'à sa mort.

#### Claude Turbant, maire de Ste-Trie

Vendredi 4 octobre je participais aux obsèques de Claude Turbant, maire de Sainte-Trie. Arrivé en Périgord en 2007, dans ce village aux portes de la Corrèze, où il vivait avec sa famille, il avait su s'investir pleinement dans sa nouvelle commune jusqu'à en être élu maire en juin 2021. Il était connu pour sa générosité, sa gentillesse et son dévouement. J'adresse mes plus chaleureuses pensées à ses proches ainsi qu'aux habitants et élus de Sainte-Trie.

## Centre hospitalier de Sarlat, un symbole de la désertification médicale



*Vendredi 4 octobre, j'étais au Centre hospitalier de Sarlat à l'occasion de la venue de Benoît Elleboode, directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, en présence de Didier Couteaud, directeur départemental, de Monsieur le préfet et de Madame Mothes, directrice du GHT, afin d'évoquer les problématiques relatives à la suspension des accouchements de la maternité et des fermetures régulières de l'accueil des urgences de l'hôpital.*

Ces décisions renforcent les inégalités territoriales en matière d'accès aux soins, surtout dans une région où de nombreux habitants n'ont plus de médecin de ville.

A Sarlat, les jeunes mamans doivent accoucher à plus d'une heure de route. Face à cette situation, l'ARS a annoncé la mise en place de l'unité KOALA, une équipe mobile de sages-femmes et d'auxiliaires de puériculture pour accompagner les jeunes mamans. Mais le problème de fond persiste : un manque chronique de spécialistes comme les gynécologues, pédiatres et urgentistes.

**Je reste vigilante quant aux solutions proposées et poserai prochainement une question en hémicycle sur l'avenir des maternités rurales.**

---

## **Fermeture des agences ENEDIS : j'alerte la ministre**

La direction régionale d'ENEDIS prévoit la fermeture de l'agence d'exploitation d'électricité de Mussidan d'ici 2025. Une disparition qui menace d'allonger le temps d'intervention des agents de 30 à 50 minutes, y compris pour les interventions d'urgence (fuite de gaz, incendie) alors qu'ils sont déjà 3 fois supérieurs à la moyenne nationale.

Face aux risques qui pèsent sur le service public énergétique rendu aux usagers, à la menace d'inégalités territoriales et aux problématiques que cela pourrait engendrer pour les agents ENEDIS, j'ai adressé un courrier à Mme Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'énergie, ainsi qu'au directeur régional de l'agence afin de relayer les inquiétudes des agents, usagers et élus.

R E P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



Madame Olga GIVERNET  
Ministre déléguée chargée de l'Énergie

Hôtel de Roquelaure  
246, Boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS

À Périgueux, le 4 octobre 2024

MARIE-CLAUDE  
VARAILLAS

SENATRICE  
DE  
LA DORDOGNE

VICE-PRÉSIDENTE  
COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DU  
TERRITOIRE ET DU  
DÉVELOPPEMENT DURABLE

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION AU  
DROIT DES FEMMES

CONSEILLÈRE  
DÉPARTEMENTALE

CANTON ISLE MANOIRE

Madame la ministre,

J'apprends par voie de presse ce matin que la direction régionale d'ENEDIS prévoit la fermeture de l'agence d'exploitation d'électricité de Mussidan, en Dordogne d'ici 2025. Une disparition qui menace d'allonger le temps d'intervention des agents de 30 à 50 minutes, même en cas d'urgence.

Cette fermeture s'ajoute à cinq autres depuis 2002 dans notre département et devrait se poursuivre à l'échelle de notre région avec la projection de 9 autres sites qui devraient fermer d'ici 2030.

Alertée sur les répercussions des fermetures de sites ENEDIS sur notre service public de l'énergie, j'interpellais il y a quelques semaines, Monsieur Hervé Champenois, directeur technique d'ENEDIS, lors d'une audition au Sénat, ainsi que le Gouvernement par question orale.

En effet, à l'aune du défi de la « Deuxième électrification de la France » et des objectifs définis par le distributeur d'énergie d'ici 2040, comment garantir la qualité de la couverture énergétique ou assurer les interventions d'urgence (incendie, fuites de gaz), d'entretien, de modernisation des réseaux lorsque les agences disparaissent et que les distances parcourues par les agents ne cessent de s'allonger?

Le Gouvernement m'avait alors affirmé que le distributeur était en droit de faire évoluer le maillage territorial de ses agences à condition de rester performant et donc de ne pas allonger les temps d'intervention ni de dégrader les missions de service public qu'il apporte aux territoires et aux usagers.

.../...

« ESPACE LOUIS ARAGON », 1 PLACE DU 8 MAI 1945 – 24000 PÉRIGUEUX  
15, RUE DE VAUGIRARD – 75291 PARIS CEDEX 06

mc.varaillas@senat.fr - 06 33 36 06 85



La fermeture de sites n'est pas de nature à rassurer les usagers, syndicats et élus, d'autant plus dans un département où les temps d'intervention sont trois fois plus longs qu'au niveau national.

Madame la ministre, il y a de toute évidence un risque de manquement dans les obligations qui doivent être remplies par ENEDIS et *in fine* dans la qualité du service public de l'énergie en Dordogne. Aussi, je vous saurais gré de bien vouloir étudier cette situation avec la plus grande attention afin que le maillage territorial des agences de proximité ENEDIS soit préservé.

Je me tiens à votre entière disposition pour échanger avec vous et vous prie d'agréer, Madame la ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

Marie-Claude VARAILLAS

## Inauguration à Badefols d'Ans



*Samedi matin, à l'invitation de Madame la maire Sylviane Grandchamp, et en présence des conseillers départementaux, de Madame la Sous-Préfète, des institutions locales, ainsi que de nombreux habitants, j'ai participé à l'inauguration de plusieurs réalisations importantes pour la commune de Badefols d'Ans.*

Grâce à l'engagement et au travail acharné des élus municipaux, le village bénéficie désormais d'une nouvelle traverse du bourg, de l'enfouissement du réseau électrique, d'un éclairage public plus respectueux de l'environnement, ainsi que d'un espace city-sports.

Ces projets s'inscrivent dans l'amélioration de la qualité de vie des habitants et contribuent à renforcer l'attractivité du centre-bourg. Ils témoignent également de la volonté de la municipalité de continuer à faire de Badefols d'Ans un lieu où il fait bon vivre.

---

## Inaugurations à Vélines



*Le samedi 5 octobre, à l'invitation de son maire Gilbert de Miras, j'ai eu le plaisir de participer à Vélines à une série d'inaugurations.*

En présence de nombreux élus du territoire Montaigne Montravel et Gurson, nous avons découvert plusieurs projets menés à bien par la municipalité : l'agrandissement du cimetière, l'installation d'un éclairage LED au stade et la rénovation complète de la mairie.

La nouvelle mairie, désormais plus accessible et accueillante, devient le cœur du village. En plus d'héberger les activités des associations et des artistes, avec un étage dédié à la création, elle propose également un logement d'urgence pour répondre aux besoins ponctuels des habitants.

Ces réalisations démontrent la volonté des élus de moderniser les

## Inauguration du festival "Cultures et Nous"



infrastructures tout en anticipant les besoins de demain. Félicitations à eux pour leur engagement !

*Vendredi 27 septembre avait lieu l'inauguration du Festival « Culture et Nous » à Boulazac-Isle-Manoire.*

Cette année, le festival a mis à l'honneur la culture polonaise, après avoir célébré l'Italie, le Maroc et le Portugal les années précédentes.

En présence du consul de Pologne, le maire Jacques Auzou a souligné l'importance de l'amitié franco-polonaise et la nécessité d'ouvrir nos esprits à d'autres cultures pour favoriser le vivre-ensemble. Un message fort qui résonne particulièrement avec l'actualité.

Cet événement est une belle occasion de célébrer la diversité culturelle en découvrant les richesses que chaque culture a à offrir et en renforçant les liens entre nos communautés.

---

## Retour sur Péri'Meuh à Périgueux



*Dimanche 29 septembre, je me suis rendue à Péri'Meuh, le comice agricole urbain organisé par la Ville de Périgueux.*

Cet événement met en lumière la richesse et la diversité de l'agriculture en Périgord, tout en valorisant le travail essentiel de nos agriculteurs. Cependant, au-delà des festivités, le mécontentement exprimé par ces derniers doit impérativement être pris au sérieux par le Gouvernement.

Face aux réponses insuffisantes de l'État, et pire encore, au silence qui règne depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, il est urgent que le Gouvernement reprenne sans délai le dialogue avec les syndicats agricoles. Les préoccupations des agriculteurs ne peuvent être ignorées plus longtemps.

Je participerai activement au débat qui va s'engager début janvier sur la Loi d'orientation agricole. Ce texte est crucial pour apporter des réponses concrètes aux attentes des agriculteurs, en simplifiant les démarches administratives, en garantissant des revenus décents et en soutenant l'adaptation face aux défis du changement climatique.

---

## **Inauguration de la plaine des sports de Val de Louyre et Caudeau**



*Samedi 5 octobre, j'ai participé à l'inauguration de la plaine des sports « Manon Hostens » à Sainte-Alvère, en présence de nombreux élus et acteurs locaux. Ce nouvel équipement sportif a été créé grâce à l'engagement sans faille des élus, de leur Maire Philippe Ducène, et au soutien de partenaires financiers.*

La plaine des sports, dénommée en l'honneur de notre kayakiste olympique Manon Hostens, offre des installations variées pour le rugby, le sport collectif, l'équitation, le tennis, le vélo et le VTT. Un lieu important pour la qualité de vie des habitants et le dynamisme du centre-bourg.

Une plaine où les valeurs du sport, renforcées par la ferveur des récents Jeux Olympiques, doivent perdurer. Je regrette que des annonces récentes prévoient une réduction du budget du sport car ces disciplines sont essentielles pour notre bien-être.

Enfin, je souhaite rendre hommage aux bénévoles qui, par leur dévouement, font vivre nos clubs et associations sportives. Bravo à tous pour cette belle réalisation !

---

## Inauguration de la gendarmerie du Bugue



*Jeudi 10 octobre, la nouvelle gendarmerie du Bugue a été inaugurée en présence de nombreuses personnalités, dont le Préfet de la Dordogne, Jean-Sébastien Lamontagne, et des élus locaux.*

Cette brigade de gendarmerie, dont la première pierre a été posée en novembre 2021, représente l'aboutissement d'un projet lancé en 2018 par la commune du Bugue. Avec un coût total de 2,89 millions d'euros, elle comprend

des locaux de services, des locaux techniques et huit logements pour les gendarmes et leurs familles.

Elle s'inscrit dans un contexte où la Dordogne se distingue par **un niveau de délinquance relativement bas, bien que les infractions routières demeurent préoccupantes**. L'équipement offre aux forces de l'ordre un cadre adapté au bon exercice de leurs missions. Cette inauguration illustre l'engagement des élus et de l'État envers la sécurité locale et le bien-être de nos concitoyens. **Elle est le symbole de la volonté de notre territoire de renforcer les services publics pour tous.**

---

## Vu dans la presse

**La sénatrice Marie-Claude Varailas a interpellé la ministre de l'Agriculture, Anne Genetet, au Sénat, exprimant ses inquiétudes sur la baisse des crédits agricoles. Elle a réclamé des mesures pour garantir une juste rémunération des producteurs, soulignant l'urgence d'instaurer un prix plancher.**



Marie-Claude Varailas était l'invitée de France Bleu Périgord ce jeudi matin. © Radio France - Thibault Delmarle

Réécouter mon interview dans la Matinale de France bleu Périgord du Jeudi 10 octobre dernier:

[https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-france-bleu-perigord/la-senatrice-de-dordogne-interpelle-la-ministre-de-l-agriculture-sur-la-colere-des-paysans-9900211?fbclid=IwY2xjawF0y5pleHRuA2FlbQIxMAABHXFJPCrXyIX1QfK1\\_KBH2vZuHbZz2S2lGbrh8VL8Ku2r\\_ZHTW6Z0KVUp5A\\_aem\\_OVdCjj\\_nehjaccunSkr7xg](https://www.francebleu.fr/emissions/l-invite-de-france-bleu-perigord/la-senatrice-de-dordogne-interpelle-la-ministre-de-l-agriculture-sur-la-colere-des-paysans-9900211?fbclid=IwY2xjawF0y5pleHRuA2FlbQIxMAABHXFJPCrXyIX1QfK1_KBH2vZuHbZz2S2lGbrh8VL8Ku2r_ZHTW6Z0KVUp5A_aem_OVdCjj_nehjaccunSkr7xg)

**Dernières propositions de loi et de résolution  
du groupe CRCE:**

## Proposition de loi constitutionnelle instaurant une Charte des services publics : [ici](#)

Lire l'intégralité des propositions de loi 2023/2024 du groupe

Marie-Claude Varailles  
Espace Aragon  
1 Pl. du 08 Mai 1945  
24000 Périgueux  
[mc.varailles@senat.fr](mailto:mc.varailles@senat.fr)  
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

